



**HAL**  
open science

# Archéologie de la mémoire, archéologie des droits humains. Quelle archéologie pour l'époque contemporaine ?

Ricardo González Villaescusa

## ► To cite this version:

Ricardo González Villaescusa. Archéologie de la mémoire, archéologie des droits humains. Quelle archéologie pour l'époque contemporaine ?. Quelle Archéologie pour les traces de la Grande Guerre, Yves Desfossés; Alain Jacques, Sep 2007, Suippes, Flesquières, Arras, France. hal-04734105

**HAL Id: hal-04734105**

**<https://hal.science/hal-04734105v1>**

Submitted on 13 Oct 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Archéologie de la mémoire, archéologie des droits humains. Quelle archéologie pour l'époque contemporaine ?

Ricardo González Villaescusa\*

« Un jour viendrait, relativement proche, où il ne resterait plus aucun survivant de Buchenwald (...). Plus personne n'aurait dans son âme et son cerveau, indélébile, l'odeur de chair brûlée des fours crématoires (...). Un jour prochain, pourtant, personne n'aura plus le souvenir de cette odeur : ce ne sera plus qu'une phrase, une référence littéraire, une idée d'odeur. Inodore, donc ».

Jorge Semprún, *L'écriture ou la vie*, 1994

## Des sociétés, des archéologies...

L'origine de cette archéologie des fosses de la guerre civile espagnole, *la guerra*, au singulier, comme nous l'appelons en Espagne, est bien idéologique, un conflit entre des idéologies : « on ne peut trouver sujet plus contemporain et plus conformiste de gauche, si l'on peut dire » disait Pierre Vidal-Naquet (Vidal-Naquet, 2006, 38). Entre juillet 1936 et avril 1939, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, l'Espagne a été le théâtre d'un conflit entre deux manières de comprendre et de vivre en société, mais seulement l'une des deux a obtenu la victoire. Le *alzamiento*, l'insurrection du général Franco contre le gouvernement démocratique légal de la II<sup>e</sup> République espagnole, a instauré un régime sans partis politiques, sans syndicats, sans libertés de presse ou de réunion... bref, une dictature qui a imposé sa marque au pays et à ses habitants durant quarante années, et même jusqu'à aujourd'hui.

Dans les diverses régions de l'Espagne, depuis les premiers moments de l'insurrection et jusqu'au 1er avril 1939, dès que les troupes de Franco, *los nacionales*, remportaient un combat, elles accomplirent des fusillades, des emprisonnements, des parodies de jugements qui mirent fin à la vie d'un nombre jamais précisé de personnes, ainsi qu'aux espoirs des proches de ceux qui entraient en prison. Après la fin de la guerre, les prisons du franquisme ont continué les exécutions, et les corps étaient enterrés dans des fosses communes ou dans des fossés, le long des chemins, derrière un mur isolé qui avait servi comme lieu d'exécution, mais les corps n'ont jamais été rendus aux familles.

Pour les familles qui ont eu des morts pendant la guerre, ou même avant, tués par des anarchistes, des communistes, bref, les « *rojos* », la réaction ne se fit pas attendre : la grande majorité des corps furent exhumés après la guerre et bénéficièrent du devoir de mémoire en obtenant une inhumation définitive. Après la victoire en 1939, dans tous les villes et villages espagnols, les morts des *nacionales*, ont reçu l'hommage de la société avec l'affichage de leurs noms

---

\* Professeur d'archéologie des mondes antiques. Université de Reims et de Champagne Ardenne.

sur les façades des églises sous l'expression « *Caídos por Dios y por la patria* », « *Caídos por España* », « José Antonio Primo de Rivera » par allusion au fondateur de la Phalange espagnole fusillé par les républicains. Dans les principales villes, dès 1979 – après l'établissement de la démocratie –, ces textes ou ces monuments ont été enlevés par les autorités civiles mais ils demeurèrent cependant dans une minorité de villes et de petites villes comme dans le cas de l'église de *Santa María la Mayor* à Alcañiz (Teruel), au moins jusqu'au mois d'août 2007 (fig. 1). Il faut souligner que l'église espagnole n'a jamais demandé d'excuses pour sa position aux côtés de l'insurrection de Franco, ainsi que pour sa participation active à la répression et à l'instauration de la dictature franquiste. Bien au contraire, récemment, en octobre 2007, eut lieu un processus de béatification de 498 martyrs de l'église, persécutés entre 1934 et 1939 (fig. 2).

Toutefois, il conviendrait de différencier d'une part les morts induits par les conflits sociaux, par le banditisme dans le cadre troublé de l'avant-guerre ou d'un Etat comme celui d'une II<sup>e</sup> République harcelée de tous côtés et d'autre part ceux provoqués par l'action-programme d'un Etat, l'Espagne des années 1940 et suivantes avec ses camps, ses prisons et ses morts, organisés et accomplis par les autorités installées de l'époque. Mais nous ne rentrerons pas dans le développement de cette problématique, laissant les historiens spécialistes de la période effectuer leur travail. Notre but est autre. L'objectif de notre contribution est de montrer l'existence d'une question sociale à laquelle l'archéologie apporte des réponses :

- l'existence de fosses communes ou d'enfouissements qui « gravitent » autour de la guerre civile espagnole, avant et après celle-ci ;
- la sensibilisation sociale autour des descendants des enterrés dans ces fosses, sensibilisation qui s'est traduite en une volonté politique avec la promulgation de la dite « loi de la mémoire historique » (Ley 57/2007) ;
- une sensibilisation sociale autour de la « récupération de la mémoire » comme conséquence d'une prise de conscience des conséquences du modèle consensuel et d'oubli adopté lors de la transition entre la dictature et l'Espagne démocratique, autrement dit à partir de 1975, date de la mort de Franco ;
- une récupération des corps enterrés pour les rendre à leurs familles dans le seul cadre possible de la technique de fouille archéologique, afin d'accomplir un acte de justice, « un devoir de mémoire » en français, « une récupération de la mémoire » en espagnol, qui aide à refermer la plaie, et qui met les archéologues au cœur des relations entre science, éthique et politique ;
- un contexte épistémologique, et la pratique d'une archéologie critique qui tente d'éviter le

conflit entre vérité et valeur, d'une « archéologie critique... une science non neutre face à la situation de notre monde présent » (Fernández Martínez, 2006, 53).

#### **Le « modèle » de la *transición***

Premier pays au monde à devenir une démocratie, après une dictature de quarante ans, sans un bouleversement radical et sans violence(s) majeure(s). Voilà la magie de ce modèle qui a été nommé la *Transición*, la transition, transformation..., mais aussi continuité, unité d'un pays avec d'importantes forces centripètes, avec un projet politique consensuel, d'ensemble... ; mais la continuité est aussi leur propre servitude. La *Transición* s'avère être un concept et une vision du passé idéalisée et légitimatrice du présent selon l'intérêt ou la volonté des acteurs. Le numéro dédié par le magazine GEO à la fouille des fosses et au mouvement de *recuperación de la memoria*, en recueillant les propos des acteurs de ce mouvement décrivait la situation ainsi : « En novembre 1975, à la mort de Franco, la transition démocratique, jugée modèle du genre, s'était bâtie sur l'amnistie et un semblant de réconciliation. Trente ans après, l'Espagne mesure que l'amnésie, était un leurre : "Nous sommes les fils du silence de nos pères. La responsabilité de notre génération, c'est de repêcher ces histoires tues" » (*Géo*, 321, novembre 2005, 128).

Ces propos rejoignent les mots de l'historien Pierre Vidal-Naquet quand il nous dit : « Amnistie et amnésie ont la même racine ; aucune société ne peut fonctionner avec une mémoire toujours en action (...) Mais à côté de cet oubli 'naturel', il y a aussi des oublis 'pervers' » (*Vacarme*, 17 automne 2001). Deux ans après la mort du dictateur, la nécessaire réconciliation, a été traduite comme « amnésie » dans la loi d'amnistie, destinée *a priori* aux emprisonnés pour délits politiques du régime de Franco, en incluant « les infractions et les délits que pourraient avoir commis les autorités, fonctionnaires et agents de l'ordre public, à l'occasion des enquêtes et la persécution des actes inclus dans cette Loi » (Ley 46/1977). Difficile équilibre dans l'acte de naissance de la construction d'une mémoire collective qui devrait provoquer : « l'oubli salutaire pour la communauté et la mémoire sauvée des survivants et des descendants des victimes » (Cuilleraï, 2007, 95). Mais comme le dit M. Cuilleraï, « en dépit de l'arrêt des condamnations judiciaires, les faits amnistiés prolongent leur existence (...) ; l'amnistie touche aux formes de construction de l'identité, de la citoyenneté et aux formes du maintien de l'unité et de la souveraineté de l'État ».

Les souvenirs de trois ans de conflit fratricide et d'une société civile presque anéantie car déstructurée par quarante années de dictature, ont été prolongés par des années de silence sur les victimes et leurs bourreaux, qui ont également représenté la période la plus stable et la plus prospère de l'histoire récente de l'Espagne. A l'occasion des premières élections municipales en 1979, qui ont donné la victoire à la gauche dans les principales villes, quelques familles de fusillés, qui connaissaient l'emplacement des restes de leurs proches, ont dérobé les vestiges d'anciennes

victimes, mais cela est resté au niveau de l'anecdote. Le climat de progrès et de transformations généralisés de l'Espagne des années 1980 et 1990, le dernier putsch du XX<sup>e</sup> siècle en 1981, qui a réveillé les cauchemars d'une grande partie de la société, ainsi qu'un gouvernement socialiste au pouvoir dès 1982, sont des facteurs qui ont influencé le silence de la génération des enfants des républicains, les enfants des victimes. Ce silence a été interprété ainsi, en 2004, par Alfonso Guerra, vice-premier ministre socialiste entre 1982 et 1991 : « les circonstances historiques ont mené une transition avec une histoire sans coupables et cela, évidemment, encore aujourd'hui continue à créer des mécontentements évidents. » D'après lui, le silence de ces années est la conséquence d'une société qui n'avait pas besoin d'un processus de récupération de la mémoire, et c'est à une demande sociale sollicitée au fur et à mesure que la société l'a demandé qu'il faut maintenant répondre. Mais dévoiler un passé effacé c'est bien plus difficile que se souvenir des choses oubliées (Rossi, 2001, 27).

A partir de l'an 2000, s'est déclenché un mouvement spontané de la société civile, avec un gouvernement conservateur qui venait de gagner les élections avec une large majorité des voix (44,5%). La maturité des petits enfants des acteurs de la guerre civile s'est manifestée par la création de l'*Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica*, (ARMH) dont l'objectif est de récupérer les corps des victimes et de les rendre à leurs descendants, ainsi qu'ils l'avaient fait lors de la première exhumation à Priaranza del Bierzo (León, Castille).

Affranchis de la « responsabilité » politique et historique de leurs parents d'assurer une transformation sociale nécessaire et pacifique vers une démocratie moderne et européenne, dégagés de ce lest, ils se posent des questions, et ils interrogent une société qui n'a pas le cadre juridique nécessaire pour leur donner des réponses. Le tableau légal des décrets et des lois (cf. « Loi sur la mémoire historique » dans Wikipédia), sept au total adoptés entre 1976 et 1990, pour dédommager les victimes (prisonniers politiques, mutilés, veuves, enfants et familles des républicains), ne leur suffira pas. De même apparaît insuffisante la nouvelle « Loi de la Mémoire Historique » datant de décembre 2007. Au moment que j'écris ces lignes, la décision du juge Baltasar Garzón d'ouvrir une enquête sur les disparus sous le régime de Franco pour « crimes contre l'humanité » est fortement discuté par le parquet de l'audience nationale (cf. les articles dans *Le Monde* et dans *Libération* les 20 et 21 octobre 2008). Les évaluations du préjudice matériel ainsi que la prise en charge des frais par l'État, par la société, des dédommagements, sont incomplets. L'élargissement du contenu de la notion de réparation va de pair avec la défiance envers l'amnistie et la construction du paradigme psychologique des troubles post-traumatiques forgé dans le contexte nord-américain des années 1970 et 1980 : « selon certains, la réparation doit aussi être symbolique, elle doit restaurer la victime dans son intégrité et, le cas échéant, *lui permettre de faire son deuil des pertes subies* »

(Rechtman, Cesoni, 2007, 155-156, souligné par moi).

Dans une grande partie des cas, les descendants des victimes connaissaient, plus ou moins, l'emplacement de leur sépulture improvisée. Mais ils n'ont jamais pu accomplir leur devoir de mémoire car l'exercice du pouvoir franquiste l'a empêché. Ce même pouvoir a parfois souillé les cimetières improvisés, comme ce fut le cas lors de l'inhumation d'un porc dans les années 1950 ou 1960 dans le cimetière d'Ucles (Cuenca) sur les sépultures des prisonniers républicains de l'hôpital-prison de ce village de la Mancha<sup>1</sup>. Si ceux qui exercent le pouvoir par le biais de la mort contrôlent la vie des survivants (Morin, 1951; Foucault, 1975; Thomas, 1978), l'exercice ultérieur de la construction d'une identité citoyenne au sein d'un système démocratique de la part des petits fils des victimes est un dernier et légitime exercice de pouvoir sur les bourreaux. Autrement dit, si la *Transición* a comporté une amnistie généralisée en visant une réaffirmation de l'unité nationale et la réconciliation, le « risque », comme l'a bien démontré M. Cuillerai à partir du débat proposé par P. Ricœur et J. Habermas, était de confondre la souveraineté d'un État-nation, certes brisée, et la souveraineté démocratique d'un peuple, brisée au même titre !, « ce lien entre 'l'historisme' et le nationalisme ne permet plus le retour 'à une identité qui se constitue à partir de l'histoire nationale' » (Cuillerai, 2007, 103). C'est le débat de fond entre les victimes, l'ARMH et le juge Baltasar Garzón, d'un côté, et l'Audience Nationale et les secteurs conservateurs de la société espagnole de l'autre, pour lesquels réconciliation équivaut à oublier.

Dans un film documentaire très récent (Gee, Roberts, 2008) on s'aperçoit que des processus très proches ont concerné toutes les sociétés et tous les conflits. Ainsi, les indiens *lakota* et leur vision de « la marche du progrès et de la civilisation » précédée par le 7<sup>e</sup> de Cavalerie et la bataille de *Little Big Horn*. Certains membres du régiment exclament: « d'abord l'oubli, après l'histoire ». De même, un indien *lakota*, vétéran de la guerre du Vietnam, nous rappelle l'amnésie initiale à propos de ce conflit, mais après nous dit-il : « C'est une sale guerre ».

Étant donné qu'il y a une déclaration officielle d'amnistie-amnésie, si l'on souhaite éviter le seul oubli, il reste à s'accrocher à la « vérité » historique sous la forme la moins symbolique possible, la plus éloignée du récit et de la faible et sélective mémoire des peu qui ont survécu, les restes. Ce qu'on peut toucher, les ossements identifiés par le nom des victimes, et la possibilité de faire son deuil dans le cadre d'une théorie de la justice restauratrice qui met l'auteur et la victime sur le même plan et qui trouve des solutions qui sortent du système pénal.

Dans ce sens Andreina Ricci rappelle la manière dont se fait la construction de l'identité, et les modes d'enracinement et des liens entre les personnes, les lieux et les objets. D'après l'auteur,

---

<sup>1</sup> Information du professeur Angel Fuentes Dominguez de l'Universidad Autónoma de Madrid, directeur des fouilles.

l'idée d'un passé commun entre différentes générations se traduit dans la narration des événements et des histoires, toujours les mêmes et toujours différentes, et dans la fréquentation et la réification des lieux de mémoire qui font l'objet d'une narration de la part de chaque composante du groupe familial. Chaque membre participe activement à cette construction en re-définissant le récit de cette acte de communication non conclu à jamais et circulaire, et dont les *objets* ont un rôle non secondaire : « ... vus et touchés le long du temps, ils sont d'un côté "l'illustration", de l'autre le témoin matériel, les preuves de la narration orale » (Ricci, 2006, 103-109).

Comment interpréter sinon l'intérêt croissant pour une « archéologie » ainsi qu'une patrimonialisation des refuges de la guerre (fig. 3-4) qui se développe parallèlement à celle des fosses et qui a pu se cristalliser dans un volume des dix-huit qui composaient un ouvrage de synthèse sur la guerre civile au pays valencien qui avait comme titre *El patrimonio material* (Gil, Galdón, 2007) ? Comment interpréter sinon la proposition du Conseil consultatif de la culture (*Consell Valencià de Cultura*) de protection et de déclaration des biens d'importance locale, ainsi que leur réhabilitation pour les 258 refuges recensés avec une capacité de 60 000 personnes environ, construits entre 1936 et 1937 ? Ces refuges ont servi à la population civile pour se protéger des 442 bombardements effectués par l'*Aviazione Legionaria italiana* sur la ville de Valencia.

Si on accepte que la patrimonialisation est une « activité sociale consistant à faire être quelque chose qui prend nom et valeur de patrimoine », qui consiste à « redire ce qui nous relie », à dire « en quoi sommes-nous les mêmes qu'hier, ou en quoi avons-nous changé » (Micoud, 2005, 81), on sera bien d'accord que ces monuments à la souffrance qui sont les refuges ont bien relié les gens de Valencia quelle que soit leur identification idéologique par rapport au conflit civil.

#### **Est-il possible faire une archéologie des fosses du franquisme ?**

Avant tout, il faut répondre à la question : peut-on « historiser » le temps présent, dont on connaît les survivants et les protagonistes, passifs ou actifs, des faits historiques ? D'après Paul Ricœur, qui suit René Rémond ou Henri-Irénée Marrou, la difficulté ne provient pas de la proximité temporelle mais de la confusion du rôle mémorialiste et du rôle d'historien dans la même personne (Ricœur, 2000, 440-442), ce qui empêche le passé de se scinder... C'est l'histoire à laquelle font retour en force le politique et l'événement. L'objection du manque de recul plaidant en faveur d'un délai de rigueur [un moratoire historique] » ne serait le plus souvent qu'un alibi idéologique variable selon les enjeux ; le défi vaudrait d'être relevé au bénéfice d'un dialogue entre vivants, entre contemporains, et d'une interrogation portant précisément sur la frontière indéterminée qui sépare le passé du présent et finalement l'archive du témoignage. C'est sur cette frontière que se joue finalement la rémanence du passé dans les représentations collectives; c'est là aussi que cette hantise doit être « mise à découvert et exorcisée ».

Quels que soient les discours, argumentations ou propositions, l'acte de fouiller des fosses, autrement dit d'historiser la guerre civile, ne répond pas à une vérité scientifique. Elle est la conséquence d'une volonté politique (en tant qu'élu ou comme simple citoyen) et il ne faut pas confondre les deux aspects tel que l'a démontré Max Weber (1963). Dans la même veine s'est exprimé Pierre Bourdieu. Les sciences sociales intéressent tout le monde, mais spécialement les gens au pouvoir, car elles sont trop importantes et trop prégnantes du point de vue de la vie sociale, de l'ordre social et de l'ordre symbolique, pour qu'on leur accorde le même degré d'autonomie que celui dont bénéficie les autres sciences, et pour qu'on leur accorde le monopole de la production de la vérité. Toujours d'après Bourdieu, dans le cas des sciences sociales, *ce qui est « réel » est absolument extérieur et indépendant de la connaissance, mais un produit des luttes précédentes et, à son tour, une construction sociale, qui, pour ces mêmes raisons, est encore un objectif de luttes actuelles*. C'est la raison pour laquelle la sociologie, qu'on le veuille ou non (et la plupart du temps on le veut) prend parti dans les luttes qu'elle décrit. La science sociale est une *construction sociale* d'une *construction sociale*. L'analyste fait partie du monde qu'il essaye d'objectiver, et la science qu'il produit n'est rien d'autre qu'une des forces de notre monde (Bourdieu, 2001).

J. Habermas, pour sa part, comparant la production scientifique dont l'approche critique est la base de toute révision historique (mais pas du révisionnisme, naturellement), montre bien où se trouvent les limites de celle-ci :

« Nul doute que la culture politique de la République fédérale subit l'influence du travail comparatiste des historiens et d'autres chercheurs des sciences humaines; mais c'est par les canaux des médiateurs et des mass média que les résultats du travail scientifique, revenant à une perspective de participant, réintègrent le flux de l'appropriation publique des traditions. C'est là seulement que les comparaisons peuvent se changer en règlements de comptes. En s'offusquant sur une prétendue confusion entre science et politique, on se fourvoie dans une impasse. Il ne s'agit pas (...) de discussions sur la théorie de la science ou la neutralité axiologique ; ce dont il s'agit c'est l'usage public que l'on fait de l'histoire. Dans l'espace public, pour la culture politique, pour les musées et pour l'enseignement de l'histoire, la question de la production d'images de l'histoire dans une perspective apologétique prend immédiatement une valeur politique.» (Habermas, 1990, 257-258).

Si nous revenons à l'exemple espagnol, on ne peut rien opposer aux travaux d'auteurs comme Pío Moa ou César Vidal, relativisant la dictature de Franco et les effets de celle-ci, sauf dans les revues et les publications spécialisées. Rien non plus à opposer à la création de la revue *Historias de Iberia Vieja* en 2005, qui offre une perspective apologétique de l'Espagne médiévale chrétienne, perspective nettement inscrite dans le cadre historiographique de l'enseignement du franquisme des années 1940 et 1950. Mais... que dire de l'analyse offerte par José-Maria Aznar à l'Université de Georgetown, lorsqu'il expliquait en septembre 2004 les raisons des attentats du 11



mars : « Al-Qaida a agi comme une réponse à la perte d'*al-Andalus*, il y a plus de cinq cents ans, quand on a finalisé la Reconquête (...) l'Espagne, récemment envahie par les Maures, a refusé de se transformer en une pièce de plus du monde islamique, elle a refusé de perdre son identité »<sup>2</sup>. Il s'agit d'une lamentable instrumentalisation de l'Histoire, d'une lecture mineure et mystifiée du *Volkgeist* hégélien.

Faudra-t-il répondre aussi à la question du poids de l'apport de l'archéologie dans cette problématique ? Une science historique par excellence des temps reculés est, *a priori*, moins appropriée, fréquemment encore réservée à des périodes qui n'ont pas de sources (sous-entendu des sources écrites). Mais, à une époque comme celle de la guerre, si récente, avec des témoins directs encore vivants et des archives pleines de documents, pour certains – dont beaucoup d'archéologues – il est inutile de fouiller, et les outils, armes, uniformes et équipements divers trouvés seraient plus des objets pour les antiquaires que les sources d'une véritable recherche historique.

Il suffit de se tourner vers les propos d'un historien de la qualité de Marc Bloch pour comprendre que l'atout de la source archéologique ne provient pas de l'absence de sources écrites, mais de leur caractère éminemment involontaire, donc inconscient, qui échappe en conséquence au discours officiel et volontaire d'un auteur, d'un pouvoir ou d'une société :

« Si les théoriciens les plus connus de nos méthodes n'avaient pas manifesté envers les techniques propres de l'archéologie une aussi étonnante et superbe indifférence, s'ils n'avaient pas été, dans l'ordre documentaire, obsédés par le récit autant que dans l'ordre des faits par l'événement, sans doute les aurait-on vus moins prompts à nous rejeter vers une observation éternellement dépendante » (Bloch, 1952, 20).

En même temps, un problème qui affecte les sources en général, mais plus précisément les sources écrites, est leur nature nécessairement incomplète, c'est-à-dire le fait que leur « interprétation opère en effet dès le stade de la consultation des archives, et même plus haut, dès celui de leur constitution. Un choix a présidé à leur établissement (...) l'opération de rassemblement et de préservation des traces qu'une institution entend garder de sa propre activité, elle est inéluctablement sélective ; toutes les traces ne deviennent pas des archives ; une archive exhaustive est impensable et tous les témoignages ne font pas archive » comme nous rappelle Paul Ricoeur (2000, 442).

La nature des informations des différentes sources n'est ni meilleure ni pire, même pas complémentaires ; elles sont tout simplement qualitativement et quantitativement différentes. Mais, on le verra, l'influence des unes et des autres sur l'opinion publique est également très différente.

---

<sup>2</sup> José María Aznar, « Seven Thesis on Today's Terrorism », Université de Georgetown, 21/09/2004.

Acceptons-le, les auteurs d'assassinats voudraient tous faire disparaître leurs victimes. Sur ce plan, l'« efficacité » des chambres à gaz a été dépassée par l'« originalité » des *vuelos de la muerte* de la dictature argentine, même si parfois la mer rend les cadavres comme ce fut le cas pour Léonie Duquet. Dans le cas des fosses des fusillades de Franco, c'est honteux de le rappeler, il ne s'agit pas de sépultures mais d'occultations, les corps qu'y se trouvent sont le résultat d'un « imparfait moral » (Habermas, 1990, 248) cachés, en somme, au jugement de la société et... de l'histoire.

La guerre civile espagnole est le prélude de la Seconde Guerre mondiale. La force du « social-communisme » des années 1920 et 1930 du XX<sup>e</sup> siècle, dans toutes ses déclinaisons possibles, était, pour des raisons historiques, plus accentuée en Espagne. Une république élue par les citoyens qui ont voté majoritairement en faveur des options non monarchiques le 14 avril 1931, a eu comme conséquence l'abdication du roi Alfonso XIII, grand parent de Juan Carlos I, en plein milieu d'une fracture sociale qui divisait le pays en deux. Cette situation sociale remontait au début du XIX<sup>e</sup> siècle, conséquence du poids de l'Ancien Régime et d'une faible, voire inexistante, bourgeoisie qui provoqua en partie l'énorme poids d'un prolétariat agraire (origine de la force de l'anarchisme et du collectivisme ibériques) et, dans une moindre mesure, industriel. Ce conflit social conduira la « caste militaire » à intervenir tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle pour changer le parcours de la nation vers l'une ou l'autre des options libérales, ou bien carrément vers le choix absolutiste.

Comme l'Europe tout entière, l'Espagne de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a connu ce conflit social, et la légitimation du putsch de 1936 est depuis toujours identique à celle à l'œuvre en Italie ou en Allemagne : rétablir l'ordre social. On peut lire entre les lignes qu'il fallait rétablir l'ordre social dominant, en privant de leur force les syndicats et les partis politiques qui structuraient la société. Les fascismes (ainsi que les autoritarismes) trouvent, avec une mise en scène grandiloquente, la manière de fracturer, de déstructurer la société, de l'anéantir, pour mettre en œuvre leur propre projet social. Et la manière la plus efficace reste la peur et l'anéantissement de l'être humain. Les fosses, les fusillades à l'aube, les prisons ont pour but d'éliminer l'opposition et, encore plus, de neutraliser l'éventuelle articulation sociale du futur contre le projet fasciste et autoritaire. Les enfants, les petits fils, bref les descendants des disparus, restent anéantis.

Sinon, comment interpréter l'amnistie qu'en 1977 provoquaient l'amnésie car « les infractions et les délits que pourraient avoir commis les autorités, fonctionnaires et agents de l'ordre public, à l'occasion des enquêtes et la persécution des actes inclus dans cette Loi ». Cette loi, acceptée à contrecœur par une grande partie de la société nous mettait tous du même côté et du *bon côté*, bien sûr. Après cela, toutes les recherches historiques, le *récit illimité* de Semprún (1994, 23-24) repris par L. Manesse-Cesarini (2008, 92-93) restent du domaine intellectuel, restreintes à une minorité cultivée. On connaît les faits. La publication d'un livre, ainsi que tout ce qui va avec, n'aura

jamais l'impact médiatique que l'exhumation des restes *touchantes*, produit dans la conscience et l'identité d'un passé commun d'un pays. Il est vraiment difficile de nier l'évidence des événements quand on exhume cet « imparfait moral », de même qu'il est très difficile de maintenir une vision idéalisée de convivialité de l'Espagne médiévale quand on fouille les fosses communes (fig. 5) des juifs de Valence produites par le pogrom du XIV<sup>e</sup> siècle (Calvo, Lerma, 1996) ou les squelettes des soldats torturés (fig. 6-7) sur la place du *forum* de *Valentia* lors des guerres sertoriennes (Ribera, Calvo, 1995). Pareil pour le char Mark IV Deborah de Flesquières de la bataille de Cambrai, exhumé et publié par Y. Desfossés et Philippe Gorczynski, quand on mesure le trou de l'impact entrant et la destruction sortante. Tout cela est très différent d'un défilé de la victoire. La sensation que je retiens lors de la visite au char est l'étroitesse pour les deux conducteurs comme la, aujourd'hui encore, prégnante odeur de la graisse.

L'archéologie et la médecine légale offrent le cadre scientifique avec leurs protocoles, méthodes et procédures « aseptiques » pour une récupération des restes, une identification de la personnalité aux descendants, afin qu'ils puissent accomplir leur devoir de mémoire, dans un processus de construction d'une identité individuelle, sociale et historique. L'archéologie apporte, en partie, au récit historique « l'enjeu de faire passer 'la substance et la densité de l'expérience' (...)» de trouver "la capacité de la narration à véhiculer l'essence de cette expérience ». (Manesse-Cesarini, 2008, 92-93).

Si on m'autorise l'image, l'archéologie est à l'histoire ce que l'odeur des camps de concentration représente pour J. Semprún dans l'exergue de ce texte.

## Bibliographie

- Barrère, C, Barthélémy, B. Vivien, F.-D. *Réinventer le patrimoine: de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine?* Paris, 2005.
- Bloch, M. *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'Historien*. Paris, 1952.
- Bourdieu, P. *Science de la science et réflexivité*. Paris, 2001.
- Calvo Gálvez, M., Lerma Alegría, J.-V. El « Fossar dels Juheus », *Saitabi: revista de la Facultat de Geografia i Història*, 46, 1996, 261-276.
- Cuillerai, M. L'irreconcilié: histoire critique aux marges de l'amnistie, in Wahnich, S. (dir.). *Une histoire politique de l'amnistie*. Paris, 2007.
- Fernández Martínez, V.-M. *Una arqueología crítica. Ciencia, ética y política en la construcción del pasado*. Barcelona, 2006.
- Foucault, M. *Surveiller et punir*. Paris, 1975.
- Galián, L., « Reconquista », *Memory and heritage*, in <https://retopea.eu/s/en/item/1885>.
- Gil Hernández, E.-R., Galdón Casanovas, E. Volumen 17: El patrimonio material, in Santacreu Soler, J.-M, Girona Albuixech, A. (dir.), *La guerra civil en la Comunidad Valenciana*, Valencia, 2007.
- Habermas, J., *Écrits politiques*. Paris, 1990.
- Manesse Cesarini, L. *Le sublime anémique, Le renversement de l'Histoire de Kant à Lyotard*. Paris, 2008.
- Micoud, A., La patrimonialisation ou comment redire ce qui nous relie (un point de vue sociologique), in Barrère, C, Barthélémy, B. Vivien, F.-D. *Réinventer le patrimoine: de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine?* Paris, 2005, 81-96.
- Morin, E. *L'Homme et la mort*. Paris, 1951.
- Rechtman, R., Cesoni, M.-L. Le droit des victimes et la défiance envers l'amnistie aujourd'hui, in Wahnich, S. (dir.) *Une histoire politique de l'amnistie*. Paris, 2007.
- Ribera, A. Calvo, M. La primera evidencia arqueológica de la destrucción de *Valentia* por Pompeyo, *Journal of Roman Archaeology*, 8, 1995, 9-40.
- Ricci, A. *Attorno a la nuda pietra. Archeologia e città tra identità e progetto*. Rome, 2006.
- Rossi, P. *Il passato, la memoria, l'oblio*. Bologne, 2001 [2<sup>ème</sup> édition]
- Ricoeur, P. *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. Paris, 2000.

Semprún, J. *L'écriture ou la vie*. Paris, 1994.

Thomas, L.-V. *Mort et pouvoir*. Paris, 1978.

Vidal-Naquet, P. *L'Histoire est mon combat. Entretiens avec Dominique Bourel et Hélène Monsacré*. Paris, 2006.

Wahnich, S. (dir.). *Une histoire politique de l'amnistie*. Paris, 2007.

Weber, M. *Le savant et le politique*. Paris, 1963.

### Films

Gee, J. (production), Roberts, T. (réal.). (2008). *Die Schatten der 7. Kavallerie. Mythos und Wahrheit des berühmten US-Reiterregiments* [Documentaire]. Londres, WDR © October Films, Taglicht Media.

### Sites internet et articles de presse

Association du tank de Flesquières, Char de Flesquières <http://tank-cambrai.com/fr/>

Législation espagnole <http://noticias.juridicas.com/>

Conférence épiscopale espagnole et béatification de 498 martyrs :  
<http://www.conferenciaepiscopal.es/santos/martires.htm>

Vacarme, « La vérité de l'indicatif ». Entretien avec Pierre Vidal-Naquet. entretien réalisé par Philippe Mangeot & Isabelle Saint-Saëns, 17 AUTOMNE 2001,  
<HTTP://WWW.VACARME.EU.ORG/ARTICLE205.HTML>

Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica : <http://www.memoriahistorica.org/>

*Loi sur la mémoire historique* ([Wikipédia](#)) :

Musseau, F. « [Le franquisme convoqué au tribunal par le juge Garzón](#) », *Libération*, 20/10/2008 :

Le Monde avec AFP, « [En Espagne, bataille de procédure autour des disparus du franquisme](#) », 21/10/2008.

Muñoz Puelles, V., Huguet, J., *Consell Valencià de Cultura: [Informe sobre refugios de la guerra civil, con mención particular a los de la ciudad de valencia](#)*, 23/07/2007.

### Legislation

Ley 46/1977, de 15 de octubre, de amnistía.

Ley 52/2007, de 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura.

Figures



Figure 1. Liste des noms des morts du côté des *nacionales* d'Alcañiz (Teruel) sur la façade de l'église de *Santa María la Mayor* (août 2007).



Figure 2. Invitation de l'acte académique qui a eu lieu à Rome le 5 octobre 2007 à l'occasion de la béatification des 498 « martyrs espagnols » du XX<sup>e</sup> siècle.





Figure 3. Panneau indicateur d'un refuge -REFUGIO- contre les bombardements aériens de Valencia dans la place de *Tetuán*. Photographie de J.-V. Lerma.





Figure 4. Célébration d'un acte commémoratif à l'occasion du 73 anniversaire de la naissance de la IIe République avec la participation de l'archéologue J.-V. Lerma à l'intérieur du refuge qui se trouve au sous-sol du lycée Lluís Vives de Valencia (5 avril 2004).



Figure 5. Processus de fouille du *fossar* des juifs du XIV<sup>e</sup> siècle. Photo J.-V. Lerma.



Figure 6. Squelette d'un soldat de l'armée de *Q. Sertorius* qui fut torturé et laissé par les soldats pompéiens en 75 av. J.-C. sur le sol de la place du *forum* de *Valentia*, actuelle Valencia (Espagne). Courtoisie de la mairie de Valencia.



Figure 7. Squelette d'un soldat de l'armée de  
Q. Sertorius qui fut empalé avec un *pilum*  
par les soldats pompéiens en 75 av. J.-C.  
Courtoisie de la mairie de Valencia.